



L'amour est sur le fil

L'épidémie menace de reprendre.
Seuls vos dons peuvent battre le VIH.

Faites un don de 10€ par SMS* en
envoyant DON au 92110 ou sur sidaction.org



m_nstr_ SIREN 518 558 110



*Don de 10 € prélevé sur votre facture opérateur. Disponible uniquement en France Métropolitaine pour les abonnés Bouygues Télécom, Orange, SFR, Free, BTBD et LEGOS. Coût du SMS gratuit.

EDITORIAL

DOSSIER DE PRESSE 2026

QUE PEUT-IL SE PASSER LORSQUE, DU JOUR AU LENDEMAIN, DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION ET DE DÉPISTAGE DU VIH SONT MISES À L'ARRÊT PARTOUT DANS LE MONDE ? LORSQUE DES PROGRAMMES DE RECHERCHE SUR UN VIRUS QUI NOUS TIENT TÊTE DEPUIS PLUS DE QUARANTE ANS NE SONT PLUS FINANCÉS ? LORSQUE DES CENTAINES DE MILLIERS DE PERSONNES QUI VIVENT AVEC LE VIH NE SONT PLUS EN MESURE D'ÊTRE CORRECTEMENT ACCOMPAGNÉES ?

Les décisions prises en 2025 par le gouvernement américain de mettre fin au financement de milliers de projets d'aide au développement dans le monde ont un impact considérable. Une enquête menée en fin d'année dernière par Coalition Plus, Sidaction et Frontlines AIDS dans 47 pays, auprès de 79 organisations de lutte contre le sida, en est l'illustration : depuis la suspension des financements américains, 69% de ces organisations déclarent avoir réduit de moitié leur capacité en matière de services dédiés à l'accompagnement des personnes vivant avec le VIH ; près de 51% mettent en avant une incidence directe sur les programmes consacrés aux mères et aux enfants, et 86% font état d'une indisponibilité ou d'une moindre disponibilité de préservatifs et lubrifiants.

Lors de l'édition 2025 du Sidaction, en mars dernier, nous évoquions déjà les menaces qui pesaient sur la solidarité internationale de manière générale et, plus spécifiquement, sur la lutte contre le VIH. Nous étions encore loin d'imaginer que ce n'était que le début de l'effondrement des financements accordés à la solidarité internationale, y compris de la part des pays européens, dont la France.

Pour l'année 2026, notre pays s'est ainsi doté d'un budget marquant une baisse de près de 50% des crédits alloués à l'aide publique au développement depuis 2024. Aujourd'hui, la lutte contre le sida est frappée de plein fouet, plongée dans l'incertitude. Une incertitude d'autant plus forte que la France a annoncé une baisse de près de 60% de sa participation pour les trois prochaines années au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Dans le même temps, un terrible recul frappe les droits humains partout dans le monde : de plus en plus de femmes sont soumises à des politiques les empêchant de disposer de leur corps, les personnes LGBT+ sont criminalisées dans de nombreux pays et les personnes migrantes voient leur accès aux services de santé réduit un peu plus chaque année. On le sait, ces discriminations font le lit de l'épidémie.



En France, la lutte contre le VIH est elle aussi durement touchée par les restrictions budgétaires, alors même que depuis ces dernières années le nombre de découvertes de séropositivité ne baisse pas. Fin 2025, Santé publique France a alerté sur l'augmentation des découvertes de séropositivité chez les jeunes de 15 à 24 ans entre 2013 et 2024, notamment parmi les jeunes mineurs isolés, souvent en grande situation de précarité, et ceux résidant dans les départements d'Outre-mer. Sans oublier cette proportion toujours marquante des personnes de plus de 50 ans qui constituent plus de 20% des nouvelles contaminations.

En raison de la raréfaction des financements publics, de nombreuses associations soutenues par Sidaction sont fortement fragilisées en France. Parallèlement, les besoins des personnes qu'elles accompagnent sont croissants, avec une augmentation de la précarité et des parcours de soins plus complexes pour celles qui avancent en âge et sont atteintes de plusieurs pathologies en plus du VIH.

Les équipes associatives sont épuisées, des postes sont supprimés et des activités sont interrompues. Moins de prévention, moins de dépis-

tage auprès des populations les plus concernées, moins d'accompagnement et d'accès aux soins : voici le cocktail explosif pour continuer d'alimenter l'épidémie de VIH.

La recherche scientifique n'a pas été épargnée par cette année de bouleversements à l'échelle mondiale. Selon la revue Nature, 7800 financements de projets scientifiques ont été suspendus ou définitivement stoppés au cours de l'année 2025 par l'administration Trump, parmi lesquels de nombreux programmes liés aux maladies infectieuses. Le financement public de la recherche en France demeure considérablement fragilisé, comme en témoigne la précarisation du statut des jeunes chercheurs et chercheuses.

Sidaction reste et restera fortement mobilisée auprès des acteurs de terrain et de la communauté scientifique, qu'elle continue de défendre grâce à la générosité du grand public. Face à ce violent contexte budgétaire, nous avons maintenu, voire légèrement augmenté, le niveau de financement alloué aux acteurs de la lutte contre le VIH ces trois dernières années. En 2025, nous avons mis à disposition un fonds d'urgence pour soutenir les structures les plus fortement affectées par les baisses des financements américains. Nous nous mobilisons toujours pour défendre les associations, pour faire valoir leur rôle fondamental dans la réduction des inégalités en santé et dans l'atteinte de l'objectif d'un monde sans sida pour 2030.

NOTRE COMBAT EST SUR LE FIL. CE FIL EST TÊNU, MAIS IL NE ROMPRA PAS : NOUS SAVONS CE QUE LA FORCE DES MÉDIAS ET DE LA GÉNÉROSITÉ DU GRAND PUBLIC – TOUJOURS AU RENDEZ-VOUS LORS D'ÉVÉNEMENTS COMME LE SIDACTION – NOUS PERMETTENT D'ACCOMPLIR AU QUOTIDIEN. PLUS QUE JAMAIS, SIDACTION RESTE MOBILISÉE.

Présidente de Sidaction et lauréate 2008 du prix Nobel de médecine

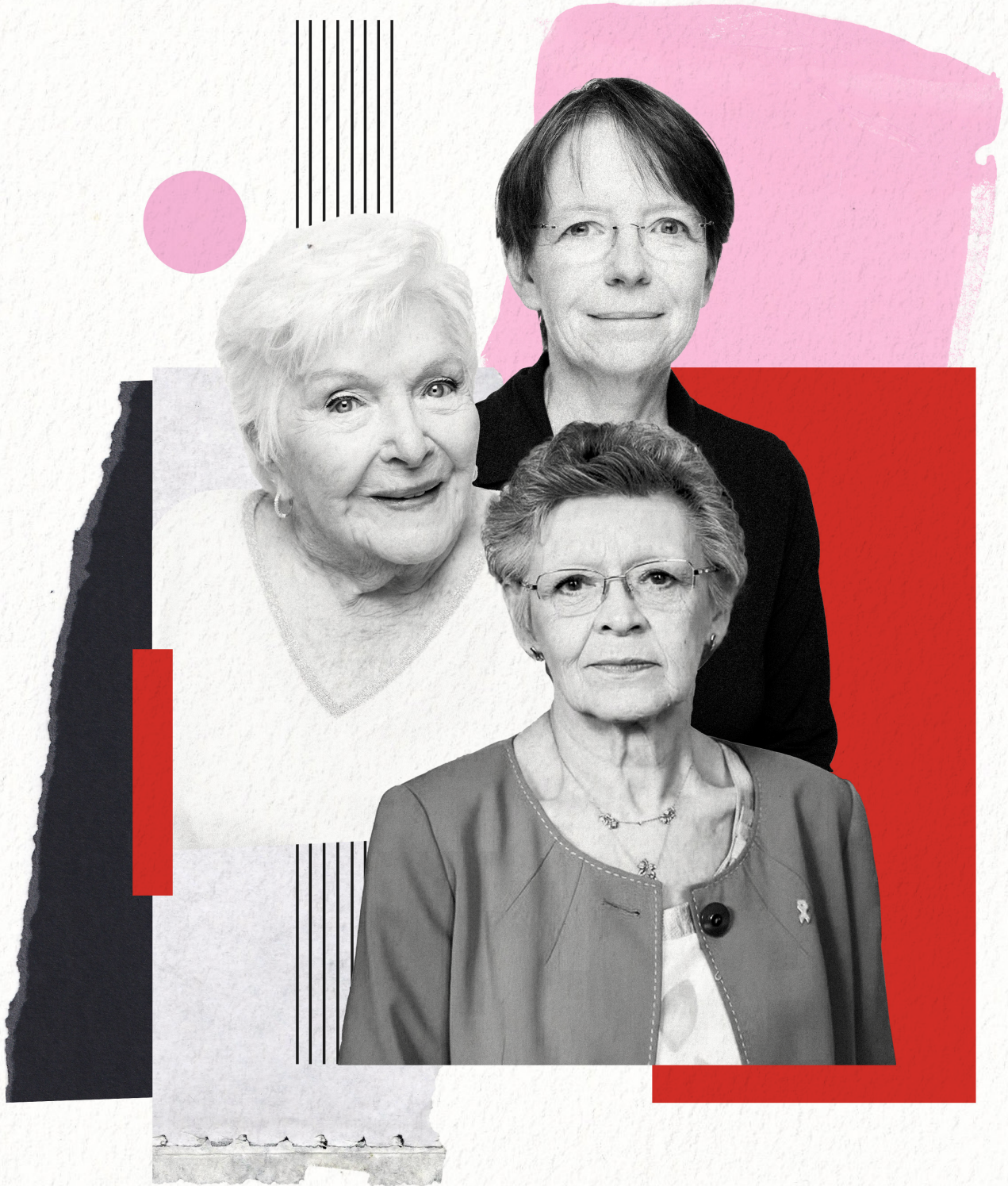
FRANÇOISE BARRÉ-SINOUSSE

Vice-présidente de Sidaction

LINE RENAUD

Directrice générale de Sidaction

FLORENCE THUNE



L'amour est sur le fil

L'épidémie menace de reprendre.
Seuls vos dons peuvent battre le VIH.

Faites un don de 10€ par SMS* en
envoyant DON au 92110 ou sur sidaction.org



m_nstr_- SIREN 518 598 110

TF1 TFI+ TMC TFX LCI france.tv 1.2.3.4.5 franceinfo: CANAL+ G NEWS C STAR arte 6 W9 6ter RTL FUN

M6 RMC RMC STORY RMC DÉCOUVERTE RMC LIFE BFMTV. BFM BUSINESS T16 NOVO Europe 1 France médias monde L'EQUIPE radiofrance SFR

*Don de 10 € prélevé sur votre facture opérateur. Disponible uniquement en France Métropolitaine pour les abonnés Bouygues Télécom, Orange, SFR, Free, BTBD et LEGOS. Coût du SMS gratuit.

2026

CAMPAGNE SIDACTION

*Notre combat, c'est l'amour.
Mais l'amour est sur le fil.*

Aujourd'hui, tout peut basculer.
Les moyens manquent, la solidarité se fragilise et les digues que nous avons construites sont sur le point de céder.

Malgré des décennies de lutte collective,
le sida menace de regagner du terrain.
Le risque d'une nouvelle progression du VIH est réel.
Quatre millions de décès supplémentaires dans
le monde pourraient survenir d'ici à 2030.

Pour lutter contre le virus ici,
il faut le combattre partout.
Tout le temps.

Grâce à vous, c'est ce que nous faisons.

Chaque don est un soutien vital pour celles
et ceux qui se battent, qui cherchent, qui
soignent et qui protègent.

SEULS VOS DONNONS POURRONT BATTRE LE VIH.

Starbucks® soutient



27, 28 et 29 mars

**Pour chaque Doppio Espresso acheté,
nous reversons 0,20€ à Sidaction.**

ACTUALITÉS

SIDRAGTION : L'ÉNERGIE COLLECTIVE DES DRAGS

Cette année encore, plus de **500 drags** du Sidragtion battent le pavé et organisent des événements caritatifs dans une trentaine de villes en France. Fondé en 2016 par **Minima Gesté, Enza Fragola** et **Emily Tante**, le Sidragtion a déjà permis de récolter **280 000 euros** au profit de Sidaction.

Une mobilisation artistique, militante et solidaire, à retrouver tout au long de l'année sur l'Instagram de Sidragtion.



8

STARBUCKS, PARTENAIRE SOLIDAIRE

Dans le cadre de son engagement aux côtés de Sidaction, un grand nombre de points de vente Starbucks se mobiliseront à l'occasion d'une opération spéciale solidaire.

Les **27, 28 et 29 mars 2026**, pour chaque **Doppio Espresso** acheté, **0,20 €** seront reversés à Sidaction. À travers cette initiative, l'enseigne souhaite permettre à ses clients de contribuer simplement et concrètement à la lutte contre le VIH, en transformant chaque achat en geste solidaire.

MOBILISATION DES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

Engagée aux côtés de **Sidaction** depuis 2010, l'**administration pénitentiaire** se mobilise chaque année à l'occasion du week-end de collecte. Des actions d'information, de prévention du VIH et de réduction des risques sont déployées dans de nombreux établissements, en lien avec les unités sanitaires et les associations intervenant en milieu carcéral. Cette mobilisation vise à promouvoir la santé des personnes placées sous main de justice et des personnels, tout en participant à l'opération nationale de générosité publique. En 2026, de nombreux établissements pénitentiaires prendront part au Sidaction.

À LA VIE À L'AMOUR

Dans le cadre de son engagement solidaire, l'association **À la vie à l'amour** présentera la comédie musicale *Plus loin que nos rêves* le 22 mars prochain au **Théâtre Le 13ème Art**. Porté par une cinquantaine de bénévoles, ce spectacle engagé mêle chant, danse et théâtre autour d'un répertoire de grandes chansons françaises. **Un tiers des bénéfices sera reversé à Sidaction**, contribuant ainsi concrètement à la lutte contre le VIH/sida. Par cette initiative culturelle et solidaire, la troupe souhaite sensibiliser le public et rappeler la force de l'engagement collectif.

VIH : CHEZ LES JEUNES, LES IDÉES REÇUES ALIMENTENT LA SÉROPHOBIE

Peut-on attraper le VIH en embrassant une personne concernée ? À cette question, une part importante des jeunes Français répond encore oui. Selon un sondage OpinionWay pour Sidaction mené auprès de 1 516 jeunes de 15 à 24 ans, les représentations erronées autour du VIH restent largement répandues. Elles nourrissent une forme persistante de sérophobie, faite de peurs, de malaises et de stigmatisation à l'égard des personnes vivant avec le virus.

Paradoxalement, les jeunes se disent plutôt bien informés, puisque près des trois quarts estiment disposer d'un niveau d'information suffisant sur le VIH, ses modes de transmission, ses traitements et sa prévention (74 %, en recul de 15 points depuis 2009). Pourtant, derrière ce sentiment global se cachent des connaissances parfois très approximatives. Ainsi, si une large

majorité sait qu'il existe aujourd'hui des traitements permettant de vivre avec le virus (82 %), leur fonctionnement reste mal compris et la réalité d'une maladie devenue chronique reste mal appréhendée. Près de quatre jeunes sur dix pensent par exemple qu'il existe des médicaments permettant d'en guérir (39 %) ou encore qu'un vaccin existe contre la transmission du VIH (39 %).

Les idées fausses ne concernent pas seulement les traitements, mais aussi les populations touchées. Un jeune sur cinq estime que le sida ne concerne que les homosexuels et les toxicomanes (21 %). Dans la même proportion, certains pensent qu'il est possible d'identifier une personne séropositive en l'observant attentivement (20 %).

Ces représentations s'accompagnent d'un sentiment d'éloignement du risque. La majorité des jeunes ne se sentent pas directement concernés par la maladie : 69 % jugent peu probable de contracter eux-mêmes le virus. Cette perception d'invulnérabilité est renforcée par une autre idée répandue : près d'un jeune sur deux pense qu'il y a aujourd'hui moins de contaminations chez les 15-24 ans en France (48 %).



DES IDÉES FAUSSES QUI NOURRISSENT LES PEURS

La confusion est encore plus marquée lorsqu'il s'agit des modes de transmission. Trois jeunes sur quatre pensent que le VIH peut être transmis lors d'un rapport sexuel non protégé avec une personne séropositive sous traitement (77 %), alors même que les traitements actuels permettent de rendre la charge virale indétectable et suppriment *de facto* tout risque de transmission.

D'autres croyances persistent, révélant une méconnaissance importante du virus. Près de quatre jeunes sur dix pensent que le VIH peut se transmettre en embrassant une personne séropositive (39 %). Ils sont également nombreux à évoquer des situations sans risque réel : 29 % citent le fait de boire dans le même verre, 29 % le contact avec la transpiration, 27 % le partage d'une assiette.

Ces idées reçues s'accompagnent d'un ressenti très marqué face à la séropositivité. Si les jeunes apprenaient leur propre séropositivité, neuf sur dix déclareraient qu'ils ressentiraient de la peur (90 %) et plus d'un sur deux de la honte (56 %), deux sentiments en hausse par rapport à la précédente enquête (respectivement en hausse de 4 et 5 points par rapport à 2015). Autant de signes que la maladie reste associée à une forte charge symbolique et sociale.

LES CHIFFRES CLÉS

Trois jeunes sur quatre pensent que le virus peut être transmis lors d'un rapport sexuel non protégé avec une personne séropositive sous traitement (77%).

Au total, 58 % des jeunes déclarent qu'ils seraient mal à l'aise dans au moins une situation impliquant une personne séropositive dans leur entourage.

Deux jeunes sur trois (66 %) considèrent que le fait de savoir si une personne est séropositive ou non constitue un critère important pour décider de se lancer dans une relation

77 %

58 %

66 %

10

MALAISE ET MÉFIANCE FACE AUX PERSONNES SÉROPOSITIVES

Cette méconnaissance alimente des attitudes de méfiance à l'égard des personnes vivant avec le VIH. Ainsi, 39 % des jeunes estiment qu'une personne séropositive sous traitement peut représenter un danger pour les autres, en hausse de 11 points depuis l'année dernière. Cette crainte se renforce dans certaines situations professionnelles : 44 % jugent qu'une personne séropositive exerçant un métier de santé peut être dangereuse, et 39 % pensent la même chose pour les professions d'aide à la personne ou de la petite enfance.

Le malaise apparaît aussi dans la vie quotidienne. Au total, 58 % des jeunes déclarent qu'ils seraient mal à l'aise dans au moins une situation impliquant une personne séropositive dans leur entourage. Dans la sphère intime, ces perceptions pèsent également sur les relations. Deux jeunes sur trois considèrent que connaître le statut sérologique d'une personne est un critère important pour envisager une relation sentimentale (66 %).

Au-delà de ces représentations, le sondage révèle ainsi un décalage persistant entre les avancées scientifiques et les perceptions sociales du VIH. Si les traitements ont profondément transformé la réalité de la maladie, les idées reçues continuent de façonner le regard porté sur les personnes séropositives. Un décalage qui souligne l'importance de poursuivre et renforcer les efforts de prévention et d'information et, surtout, la lutte contre la sérophobie.

LA PAROLE À MEDHI PINAU

*«Nous devons casser les tabous
qui demeurent sur la sexualité»*

Aujourd'hui, à la lumière de mon parcours, j'ai changé de regard sur moi-même : j'ai compris que le VIH fait certes partie de moi, mais qu'il ne me définit pas, qu'il ne m'empêche pas de vivre. Peu à peu, la peur du regard des autres a perdu de son intensité. L'an dernier, j'ai même écrit un livre et j'ai été interrogé par des médias sur mon expérience. En prenant publiquement la parole, je veux montrer qu'il est possible de vivre pleinement, sans être prisonnier de son vécu.

Désormais, je m'accepte entièrement en tant que personne vivant avec le VIH. Et si je vais bien mieux mentalement, c'est parce que j'ai découvert que le passé appartient au passé. J'ai connu le rejet, mais il ne me définit pas. Écrire mon livre m'a permis de faire la paix avec certaines situations que j'ai vécues. C'est le message que je veux porter : pour parvenir à un monde sans sida, nous devons faire la paix entre nous, nous respecter les uns les autres, casser les tabous qui demeurent, en particulier sur la sexualité. Sans cela, il y aura toujours des discriminations et il y aura toujours des contaminations.



LES MÉDIAS ET SIDACTION

Depuis 1994, Sidaction peut compter sur le soutien fidèle des médias, véritables piliers d'une mobilisation collective unique et caisse de résonance de la lutte contre le VIH/sida. Cette alliance médiatique historique fait la singularité du dispositif du Sidaction : elle transforme un engagement individuel en un mouvement partagé et puissant.

Dans un contexte fragilisé pour la lutte contre le VIH, la mobilisation des médias est plus que jamais nécessaire. Grâce à l'engagement de ses 34 partenaires, dont les nouveaux venus T18 et NOVO19, Sidaction s'appuie sur une force collective précieuse : celle des journalistes, des animateurs et des animatrices qui rendent la lutte visible, relaient les messages et sensibilisent le plus grand nombre.

Ce soutien collectif est aussi une manière de rendre hommage à toutes celles et ceux qui, chaque jour, poursuivent ce combat : chercheurs, soignants, associations et personnes vivant avec le VIH. Ensemble, continuons le combat pour faire reculer

**RENDEZ-VOUS LES 27, 28 ET 29
MARS PROCHAINS POUR
UN WEEK-END DE COLLECTE ET
DE MOBILISATION UNIQUE.**

Président-directeur général du Groupe TF1

RODOLPHE BELMER

Présidente-directrice générale
de France Télévisions

DELPHINE ERNOTTE-CUNCI

Président du directoire de CANAL+

MAXIME SAADA

Président d'Arte France

BRUNO PATINO

Président du directoire du Groupe M6

DAVID LARRAMENDY

Directrice générale de CMA Média

CLAIRE LÉOST

Directeur général de Paramount France

PHILIPPE LARRIBAU-LAVIGNE

Présidente de Lagardère News et
directrice générale de Lagardère Radio

CONSTANCE BENQUÉ

Présidente-directrice générale de Radio France

SIBYLE VEIL

Directeur général du Groupe L'Équipe

AURORE AMAURY

Présidente-directrice générale
de France Médias Monde

MARIE-CHRISTINE SARAGOSSE

Président-directeur général de T18

CHRISTOPHER BALDELLI

Directrice générale de NOVO19

GUÉNAËLLE TROLY



**Adrien
Gavazzi**



**Alain
Marschall**



**Aline
Afanoukoé**



**Alessandra
Martines**



**Anne-Sophie
Lapix**



**Ashley
Chevalier**



**Brice Laurent
Dubois**



**Brigitte
Milhau**



**Candice
Rolland**



**Caroline
Paré**



**Christophe
Beaugrand**



**Claire
Arnoux**



**Clélie
Mathias**



**Clément
Lanoue**



**Damien
Thevenot**



**Daphné
Bürki**



**Dominique
Rizet**



**Dominique
Tenza**



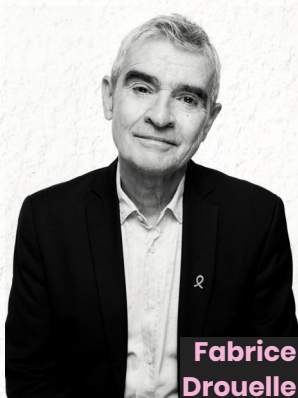
**Eliot
Deval**



**Emilie
Aubry**



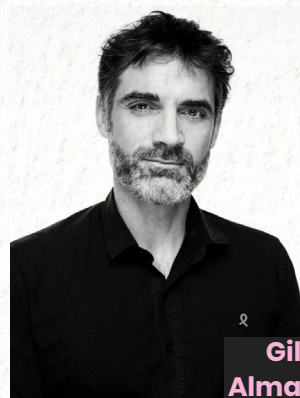
Enzo



**Fabrice
Drouelle**



**Faustine
Bollaert**



**Gil
Alma**



**Giovanni
Castaldi**



**Grégoire
Margotton**



**Hélène
Mannarino**



**Joris
Sabi**



**Juliette
Fievet**



**Karine
Baste**



**Laurent
Luyat**



**Laurent
Ruquier**



**Laury
Thilleman**



**Marie
Portolano**



**Marie-Aline
Meliyi**



**Marie-Sophie
Lacarrau**



**Marine
Lorphelin**



**Martin
Cangelosi**



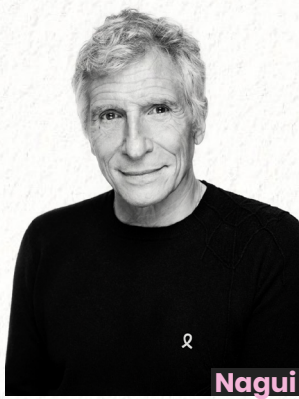
**Matthieu
Croissandeau**



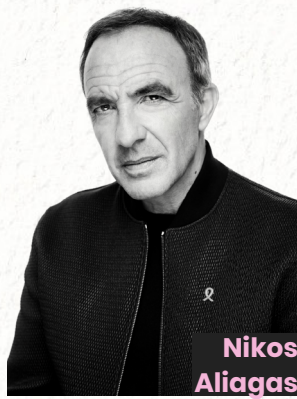
**Mélanie
Taravant**



**Mohamed
Bouhafsi**



Nagui



**Nikos
Aliagas**



**Olivier
Truchot**



Ouryel



**Pascale de la
Tour du Pin**



**Pauline
Sanzey**



**Perrine
Storme**



**Roland
Perez**



**Salhia
Brakhlia**



**Sandra
Gandoin**



**Sara
Mortensen**



**Sonia
Devillers**



**Thomas
Sotto**



**Valérie
Bénéïm**



**Vincent
Valinducq**

EN 2024

EN FRANCE

Données publiées en novembre 2025 par Santé publique France (données chiffres année 2024)

Environ

181 000

personnes vivent
avec le VIH

Environ

9 700

personnes vivant avec le VIH
non encore diagnostiquées

8,5 M

de tests de dépistages réalisés

5 125

personnes ont découvert leur
séropositivité VIH

Dont

15 %

des jeunes
de moins de 25 ans

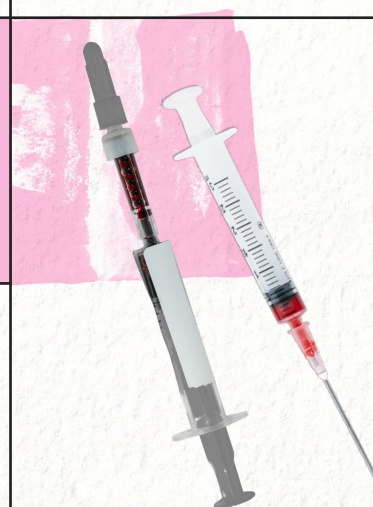
Dont

22 %

concernent
les 50 ans et plus

27 %

de découvertes de séropositivité
à un stade avancé de l'infection,
ce qui empêche une mise sous
traitements précoce



1,3 M

de nouvelles
infections en 2024





DANS LE MONDE

Données Onusida, 2025
(données chiffres année 2024)



16

40,8 M

personnes vivent avec le VIH

Dont
1,4 M
d'enfants
(0-14 ans)

Dont
53 %
des femmes
et des filles

Près de
1/4

personne n'a
pas accès aux
traitements

Près de
1/2

enfant n'a pas
accès aux
traitements

Chaque semaine

4000

adolescentes et jeunes femmes, âgées
de 15 à 24 ans, ont été infectées par le VIH ;
3 300 de ces infections ont eu lieu en Afrique
subsaharienne.

45 %

des nouvelles infections concernaient
des femmes et des filles

En Afrique subsaharienne, les adolescentes et les
jeunes femmes représentaient plus de **63 %** des nou-
velles infections chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans.

630 0000

personnes sont mortes de maladies liées au sida

1726

par jour

72

par heure

1,2

par minute

Depuis le début de l'épidémie, **91,4 millions** de personnes ont été infectées par le VIH et 44,1 millions de personnes sont décédées des suites de maladies liées au sida.

Mais la mortalité liée au sida a diminué de **58 %** chez les femmes et les filles et de 50 % chez les hommes et les garçons depuis 2010.

LE « HIV CURE », UNE RECHERCHE CONTRE VENTS ET MARÉES

LA QUÊTE D'UN TRAITEMENT PERMETTANT LA RÉMISSION, VOIRE LA GUÉRISON, DE L'INFECTION CONSTITUE LE NOUVEL HORIZON DE LA RECHERCHE CONTRE LE VIH. PARMI LES OUTILS LES PLUS PROMETTEURS, LES ANTICORPS NEUTRALISANTS À LARGE SPECTRE FONT L'OBJET DE PLUSIEURS ÉTUDES. MALHEUREUSEMENT, SI L'ÉLIMINATION DU VIH NE RELÈVE PLUS DE LA SCIENCE-FICTION, LA RECHERCHE EST MENACÉE PAR LE RETRAIT DES FINANCEMENTS AMÉRICAINS.

Pourra-t-on un jour guérir du VIH ? Trente ans après l'arrivée des premières trithérapies, telle est la résolution que se fixe la recherche. Car si les personnes vivant avec le VIH ont désormais une espérance de vie similaire à celle de la population générale, les traitements antirétroviraux (ARV), seul rempart contre le virus, constituent toujours une lourde contrainte. « Proposer un traitement à vie aux 40 millions de personnes qui vivent avec le VIH à travers le monde ne peut plus être la seule proposition », estime Jane Deuve, directrice du pôle scientifique à Sidaction.

D'où l'effervescence de la recherche au sujet du « HIV Cure ». Objectif : agir sur les réservoirs cellulaires au sein desquels le VIH se réfugie pour mieux repartir lorsque le traitement ARV est interrompu. « La difficulté réside dans le fait que ces réservoirs sont capables d'alimenter la prolifération virale quand on arrête les traitements, explique Jane Deuve. Ils sont distribués dans plusieurs tissus, ce qui complique la tâche. »

Parmi les approches les plus prometteuses figurent les anticorps neutralisants à large spectre (ou bNAbs pour broadly neutralizing antibodies en anglais). Présents chez certaines personnes vivant avec le VIH, ils s'avèrent non seulement capables de bloquer le virus circulant dans le sang, mais aussi d'activer le système immunitaire afin de détruire les cellules infectées.

Comme lors de toute infection, l'organisme infecté par le VIH produit des anticorps spécifiquement dirigés contre ce virus. « Malheureusement, avec le VIH, ce n'est généralement pas suffisant, ajoute Evgeny Tatirovsky, qui a soutenu sa thèse en décembre dernier à l'Institut Pasteur (Paris), au terme d'une quatrième année financée par Sidaction. Notre système immunitaire ne peut pas vaincre le VIH par lui-même. Mais environ 1% des personnes développent, après plusieurs années d'infection, des anticorps qui parviennent à neutraliser le virus. »



LES bNAbs, INDUCTEURS DE RÉMISSION ?

S'ils sont dits à large spectre, c'est parce que ces anticorps conservent leur capacité de neutralisation malgré l'évolution constante du VIH. « Les bNAbs reconnaissent des éléments du virus qui sont cruciaux pour sa survie ou sa fonction. Et qui lui sont les plus difficiles à modifier », complète le jeune chercheur. Ces anticorps éveillent l'intérêt des scientifiques à plusieurs égards (vaccin, prévention, etc.), mais c'est dans le domaine du « HIV Cure » que leurs applications semblent les plus prometteuses.

Le principe consisterait à administrer une cure de bNAbs afin d'induire un état de rémission dans lequel le VIH serait réduit au silence, sans besoin de recourir aux ARV. Ces derniers « sont des molécules chimiques qui peuvent cibler le VIH à différentes étapes de son cycle de vie. Mais les bNAbs font, quant à eux, partie du système immunitaire et peuvent interagir avec différents types de cellules immunitaires, précise Evgeny Tatirovsky. Ils ont donc des effets additionnels, dont l'un des plus

importants est leur effet “vaccine-like”. Plusieurs études ont montré qu’ils améliorent d’autres aspects de la réponse immunitaire anti-VIH.»

Des études menées sur des modèles animaux ont démontré que l’emploi des bNAbs permettait au système immunitaire de contrôler le VIH, après l’arrêt des ARV. Chez l’homme, plusieurs essais en cours à travers le monde portent sur des combinaisons de bNAbs. Parmi eux, l’étude française RHIVIERA-2, conduite sous l’égide de l’ANRS-MIE¹, s’intéresse ainsi à des personnes traitées au stade de la primo-infection.

Au-delà du financement de projets de recherche et du soutien à de jeunes chercheurs, Sidaction a décidé de s’engager plus avant dans la recherche d’un traitement curatif. Pour cela, elle s’est alliée avec l’association néerlandaise Aidsfonds dans le cadre d’appels à projets annuels afin de financer la recherche sur le «HIV Cure». La deuxième édition, dont les résultats ont été rendus publics début janvier, a distingué quatre projets de qualité.

UNE RECHERCHE SOUS MENACE POLITIQUE

Si la recherche progresse à grands pas, défrichant de nouvelles pistes pour parvenir à l’élimination du VIH, elle est confrontée à des obstacles sans précédent depuis l’arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, en janvier 2025. À la suite des coupes budgétaires décidées par le gouvernement américain, de nombreux projets de recherche, à visée clinique ou fondamentale, se retrouvent à l’arrêt, sans aucune assurance quant à leur avenir.

Au-delà des équipes états-unienues, leurs collègues français et, plus largement, européens, engagés dans des collaborations internationales en grande partie financées par des fonds publics américains, sont aussi concernés par ces coupes. «Les projets franco-français sont pour le moment épargnés, mais la recherche coûte de plus en plus cher. Face à des besoins toujours plus importants, ni la France ni l’Union européenne ne sont pour l’instant à la hauteur en termes de financement», constate Jane Deuve.

LA PAROLE À ASIER SÁEZ-CIRIÓ

RESPONSABLE DE L’UNITÉ RÉSERVOIRS VIRAUX ET CONTRÔLE IMMUNITAIRE À L’INSTITUT PASTEUR (PARIS)

«De nombreuses équipes de recherche ont dû interrompre leurs travaux»

Alors que la recherche sur le VIH connaît des avancées majeures, plusieurs programmes ont connu un coup d’arrêt depuis l’arrivée de Trump [à la présidence des États-Unis], début 2025. Ceux consacrés au vaccin ont été interrompus ou sont très sérieusement menacés. De même que la recherche sur le «HIV Cure», dont certaines études ont été mises en pause, sans perspective d’amélioration. De nombreuses équipes impliquées dans des projets collaboratifs avec les États-Unis, et c’est le cas de la nôtre, ont dû suspendre ces travaux.

Cette situation révèle l’équilibre fragile dans lequel nous sommes. On peut pointer la responsabilité du gouvernement américain, mais il faut s’interroger sur le désistement d’autres gouvernements. L’effort doit être mieux réparti entre les États, et c’est l’occasion pour l’Union européenne de reprendre le leadership. Certes, les priorités du moment vont plutôt à la défense qu’à la recherche, mais sans réponse rapide, les conséquences seront dramatiques.

¹Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales – Maladies infectieuses émergentes.



EN FRANCE COMME À L'INTERNATIONAL, DES ASSOCIATIONS DANS LA TOURMENTE

MALGRÉ DES AVANCÉES IMPORTANTES EN THÉRAPEUTIQUE ET EN PRÉVENTION, LA LUTTE CONTRE LE VIH TRAVERSE UNE TRÈS MAUVAISE PASSE. VICTIMES DE COUPES BUDGÉTAIRES ET DE POLITIQUES TOUJOURS PLUS RÉACTIONNAIRES, DE NOMBREUSES ASSOCIATIONS, DONT LE RÔLE EST CRUCIAL POUR ATTEINDRE LES POPULATIONS CLÉS, SONT MENACÉES DE DISPARITION.

Alors que l'on dispose d'outils biomédicaux pour mettre fin à l'épidémie de VIH, le nombre de nouveaux cas de séropositivité ne recule plus. « En termes de nouveaux diagnostics, on plafonne à environ 5 000 par an depuis plusieurs années, constate Sandrine Fournier, directrice du pôle Financement des associations à Sidaction. Pour avoir un impact, il faudrait rendre les outils disponibles aux personnes les plus éloignées de la prévention. » Tel est l'enjeu de l'« aller vers », une démarche que les associations continuent d'exercer afin que les populations les plus exposées au virus aient accès au dépistage et à la prévention.

Or si les associations ont largement fait leurs preuves, elles sont, depuis plusieurs années, confrontées à des difficultés économiques croissantes qui les forcent à réduire leurs activités. Outre la baisse des subventions des agences régionales de santé (ARS), plusieurs collectivités locales réduisent, voire suppriment, leurs subventions. À cet assèchement s'est ajoutée l'extension de la prime Ségur au personnel associatif, sans compensation financière de la part de l'État.

COUPES FINANCIÈRES, CRAINTES POLITIQUES

Pour plusieurs associations, c'est leur existence même qui est en jeu. Exemple avec Bamesso et ses Amis, qui intervient en Île-de-France auprès d'un public migrant hautement précaire. Début 2024, l'association a mis en place des consultations qui proposent la prophylaxie préexposition (PrEP) aux femmes migrantes qui, bien que surexposées au VIH, y recourent rarement. Malgré l'importance de l'enjeu, la structure se trouve menacée d'asphyxie par la baisse des subventions. « Ce qui se passe financièrement est en train de nous détruire, d'anéantir la qualité de notre travail, déplore Caroline Andoum, directrice de l'association. C'est tellement frustrant de voir des personnes souffrir et de ne plus avoir les moyens de les accompagner comme il faudrait. »

Autre public très à risque de contamination, les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH). Bien que la PrEP connaisse un succès indéniable au sein de cette population, la prévention doit progresser, car, selon les chiffres de Santé publique France, le nombre de diagnostics ne diminue plus. Là aussi, les associations sont les plus à même d'évaluer les besoins. Tel est le cas du centre LGBTQIA+ Côte d'Azur, qui s'apprête à mener une expérimentation inédite à destination des HSH vivant dans les zones périurbaines et rurales.

« En milieu urbain, les gays sont entourés d'associations, de commerces communautaires, de médecins, de pharmacies, de CeGIDD. Ce n'est pas pareil à la campagne, constate Erwann Le Hô, coordinateur de l'association. Et si l'homosexualité est devenue très banale en milieu urbain, son vécu demeure plus complexe en milieu rural. » En lien avec le projet territorial Objectif sida zéro, lancé dans les Alpes-Maritimes, le centre LGBTQIA+ Côte d'Azur s'apprête à établir un diagnostic des besoins de ce public dans le but ultime d'améliorer l'accès à la PrEP, mais aussi d'agir sur la question du chemsex, marqueur d'isolement social et affectif.

Si le centre LGBTQIA+ Côte d'Azur n'a, pour sa part, pas connu de baisse de subventions en 2025, la situation politique a de quoi l'inquiéter à l'approche d'élections (municipales, présidentielle) à haut risque pour la lutte contre le VIH. « Il faut continuer à être offensif : monter des projets, ne faire aucun pas en arrière, estime Erwann Le Hô. C'est comme cela qu'on sera fort face à des majorités d'extrême droite. Il faut être des militants de combat ! »

La situation est encore plus critique dans les pays africains, frappés de plein fouet, début 2025, par les coupes budgétaires américaines. De plus, la dernière reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, en novembre dernier, a été très en deçà des attentes, avec seulement 11,34 milliards de dollars de contributions, contre les 18 milliards espérés.

Partenaire de Sidaction, Espace Confiance, situé à Abidjan (Côte d'Ivoire), a ainsi connu une baisse de 50% de ses financements depuis le début 2025, engendrant une perte de 110 emplois, selon Camille Anoma, directeur de l'association. Faute de moyens, elle a dû interrompre ses programmes d'accès aux populations clés, en particulier les HSH et les travailleur-ses du sexe, ainsi que l'appui aux familles touchées par le VIH, notamment l'aide nutritionnelle.

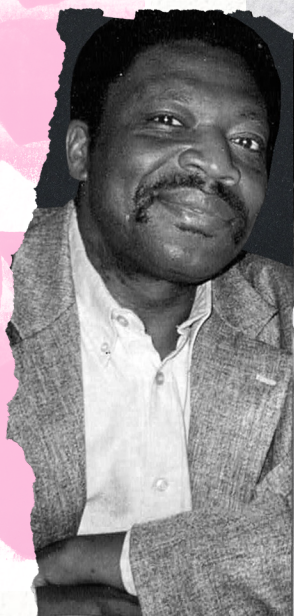
Au Cameroun, c'est un autre partenaire de Sidaction, Horizons Femmes, qui

subit la politique de Donald Trump. L'association, qui se consacre à la prévention, à la prise en charge médicale et à l'accompagnement des travailleur-ses du sexe, a perdu 85% de ses financements. Parmi la centaine de salariés, les trois quarts ont dû être licenciés. D'après Denise Ngatchou, présidente de la structure, c'est en grande partie grâce à ses bénévoles et épaulée par un fonds d'urgence de Sidaction que Horizons Femmes a pu maintenir un service minimum dans l'ensemble des sites qu'elle couvre.



LA PAROLE À **ROMAIN MBIRIBINDI**

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ASSOCIATION AFRIQUE AVENIR



*«L'accès à la prévention
et au dépistage devient un parcours d'obstacles»*

Les besoins sont énormes, et nos associations font tout ce qu'elles peuvent, mais les moyens manquent. Les financements publics diminuent fortement. Pourtant, le ministère de la Santé et les ARS [agences régionales de santé] affichent l'objectif d'en finir avec la transmission du VIH d'ici à 2030. Néanmoins, les débats récurrents autour de l'aide médicale d'État (AME) et le durcissement des conditions d'accueil créent un climat de peur qui éloigne les usagers des structures de soins. L'accès à la prévention et au dépistage devient un parcours d'obstacles pour ces publics. L'approche de proximité portée par Afrique Avenir n'est plus une option, mais une nécessité vitale pour maintenir le lien avec le système de santé et faire reculer l'épidémie dans ces communautés. L'accès à la prévention et aux soins est un droit fondamental de tout être humain ! Les associations ne doivent pas baisser les bras.

EVARS : UN COMBAT DE LONGUE HALEINE

L'ÉDUCATION À LA VIE AFFECTIVE, RELATIONNELLE ET SEXUELLE EST-ELLE ENFIN SUR LES RAILS ? SI LA MISE EN PLACE DE PREMIERS PROGRAMMES OFFICIELS, EN SEPTEMBRE DERNIER, CONSTITUE UNE ÉTAPE MAJEURE, LES MOYENS FINANCIERS ET HUMAINS NE SONT POURTANT PAS À LA HAUTEUR.

En juillet 2001, la loi Aubry-Guigou instaurait l'éducation à la sexualité dans les établissements scolaires. Près de vingt-cinq ans plus tard et sous l'appellation « éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle » (Evars), elle demeure très mal appliquée, avec seulement 20 % de collégiens qui bénéficient effectivement des trois séances annuelles prévues par la loi.¹ Et ce, alors que les besoins sont plus pressants que jamais, notamment en termes de santé, dans un contexte où 31 % des moins de 24 ans s'estiment mal informés sur le VIH (+ 20 % par rapport à 2009).²

L'autre enjeu crucial de l'Evars est le respect des différences liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre. Ce dispositif constitue également un outil de prévention et de repérage des violences sexistes et sexuelles, dont de nombreux jeunes sont victimes. Plus qu'une longue série de faits isolés, elles sont le reflet d'une culture sexiste, dans laquelle la société continue de baigner.

Publié fin janvier,³ le dernier rapport du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE) révèle la persistance d'une « culture du viol » : 17 % des hommes interrogés estiment qu'une femme peut changer d'avis après avoir dit non, 24 % jugent normal qu'elle accepte un rapport sexuel par devoir envers son conjoint. Pire, le rapport évoque la menace du masculinisme, qui touche surtout de jeunes hommes et qui, lorsqu'elle met directement en danger la sécurité des femmes et des filles, peut être qualifiée de « misogynie terroriste ».⁴

Plusieurs associations se sont mobilisées pour que l'Evars, qu'elle soit assurée par le personnel éducatif, des infirmier·ères scolaires ou des intervenant·es associatifs, trouve enfin la place qui lui revient. En mars 2023, trois d'entre elles (Sidaction, Mouvement français pour le planning familial et SOS homophobie) saisissaient la justice. Début décembre 2025, le tribunal administratif de Paris leur donnait raison, constatant la carence fautive de l'État.

UN COLLECTIF INTERASSOCIATIF DE PLAIDOYER

Autre action de plaidoyer, le lancement, en novembre 2023, du collectif Pour une véritable éducation à la sexualité, dont le premier acte fut la publication d'un livre blanc de recommandations destinées aux décideurs politiques. Ce travail a d'ores et déjà porté ses fruits : au printemps 2025, le gouvernement publiait les premiers programmes officiels d'Evars, entrés en vigueur à la rentrée dernière.

Au-delà de la qualité des contenus, ces programmes constituent une étape majeure du déploiement de l'Evars. « Ils apportent un cadre, aussi bien pour les professeurs qui animent les séances, que pour les parents qui vont mieux pouvoir comprendre ce qu'est l'Evars », estime Hélène Roger, directrice du pôle Plaidoyer à Sidaction. Début décembre, le collectif interassociatif en a livré une présentation devant les députés, leur expliquant le contenu des séances destinées aux écoliers et aux collégiens.

Cependant, le combat est loin d'être fini, en raison du manque de formation des enseignants et de la maigreur des moyens financiers. Selon Sandie Cariat, infirmière scolaire dans l'Hérault et membre du bureau national du Snics-FSU,⁵ « l'arrivée des programmes a redynamisé la mise en place de l'Evars. Certes, des formations sont créées dans les académies, mais la plupart sont dispensées en "visio" plutôt qu'en présentiel. De plus, il faut des budgets pour assurer ces formations, et les moyens sont maigres. »

¹Rapport sur l'éducation à la sexualité en milieu scolaire, Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche, juillet 2021.

²Sondage « Les jeunes et le VIH », réalisé par l'Ifop pour Sidaction, 2022.

³Rapport 2026 sur l'état des lieux du sexisme en France : la menace masculiniste, HCE, janvier 2026.

⁴Comme le souligne le rapport du HCE, p.73: « Le masculinisme ne relève pas uniquement d'une dimension discursive cantonnée à la sphère numérique. Il ancre dans les esprits la légitimité de violences à l'égard des femmes et des minorités ».

⁵Sondage « Les jeunes et le VIH », réalisé par l'Ifop pour Sidaction, 2022.

Faute de moyens, il reste difficile, pour de nombreux établissements, de faire intervenir des associations extérieures. Dans le collège où exerce Sandie Cariat, qui coordonne l'Evars, elle anime les séances le plus souvent seule, parfois avec un·e enseignant·e ou une association. «Selon les territoires, il est très compliqué d'avoir accès aux associations, observe-t-elle. Moi qui travaille en milieu rural, je suis obligée de les faire venir de Montpellier, à 50 km, ce qui engendre un coût supplémentaire.»

«Si je devais assurer trois séances par an et pour chaque niveau [scolaire], il me faudrait y consacrer la moitié de mon temps de travail, ajoute Sandie Cariat. Il faut donc des créations massives de postes de personnel de santé. Il faut aussi ouvrir plus largement la porte aux associations et leur donner l'autorisation d'intervenir à chaque niveau.» Or l'État semble frileux quant aux interventions associatives.

Au printemps dernier, une foire aux questions, publiée par le ministère de l'Éducation nationale, prévoyait la possibilité d'interventions associatives au collège et au lycée, mais l'excluait à l'école. Si le document a depuis été corrigé, nombreuses sont les associations qui craignent, à la suite de ce coup d'arrêt, de ne plus être contactées par les écoles dans lesquelles elles intervenaient.

Enfin, si la publication des programmes permet de couper court aux fantasmes véhiculés par les opposants à l'Evars, souvent liés aux milieux traditionalistes et à l'extrême droite, leur hostilité n'a pas disparu pour autant et se manifeste sous d'autres formes.

«Les "anti" n'ayant pas réussi à empêcher la sortie des programmes, ils essaient désormais de faire de l'entrisme afin de pouvoir eux-mêmes animer les séances», explique Hélène Roger. Au risque de diffuser des messages contraires à la philosophie de l'Evars sur l'homosexualité, la contraception ou encore l'avortement.

LA PAROLE À

MARGAUX BARBIER

COORDINATRICE PROJETS ET DÉVELOPPEMENT À L'ASSOCIATION IDSANTÉ

«La participation des associations répond à un enjeu de prévention»

L'arrivée des programmes d'Evars, en septembre dernier, constitue une étape importante, qui ouvre un cadre clair, avec une déclinaison par niveau scolaire. Et elle permet également de mettre un terme aux fantasmes dont elle fait l'objet. Évidemment, ce n'est pas suffisant. Avec le collectif "Pour une véritable éducation à la sexualité", nous estimons nécessaire la mise en place de financements dédiés, de postes d'infirmier·ères, de formation des enseignant·es et de soutien aux associations intervenant en Evars.

La place des associations est particulièrement importante, car elle favorise la libération de la parole. Alors que l'âge moyen d'un enfant victime de premières violences sexuelles est de 10 ans, la participation des associations répond à un enjeu de prévention, mais aussi de détection précoce desdites violences. En matière d'estime de soi, de prévention des stéréotypes, pouvoir travailler dès le plus jeune âge permet aux enfants de mieux grandir, avec un esprit ouvert et de meilleures connaissances.



QUI EST SIDACTION ?

Depuis plus de trente ans, Sidaction agit pour mettre un terme à l'épidémie de VIH afin que plus personne ne soit touché par ses injustices. Son action se fonde sur un principe essentiel : réunir la recherche et le milieu associatif, et faire de chacun d'entre nous un acteur de la lutte.

Sidaction finance aussi bien des programmes de recherche médicale et scientifique que des associations de prévention ou d'aide aux personnes vivant avec le VIH, en France et à l'international.

Sidaction est la seule association de lutte contre le sida à soutenir la recherche en France. Afin de collecter des fonds, elle organise chaque année le Sidaction, une opération unique, rendue possible grâce à la mobilisation de 34 médias pendant trois jours et à l'engagement de milliers de bénévoles dans toutes les régions de France.

EN 2025

SIDACTION EN CHIFFRES

EN FRANCE :

Sidaction a financé, à hauteur de **2,42 millions** d'euros, **66** associations qui ont ainsi mené **73** projets de prévention et d'aide aux personnes vivant avec le VIH.

RECHERCHE :

Sidaction a versé **2,40** millions d'euros à la recherche, en soutenant **47** projets portés par des équipes et **35** jeunes chercheurs.

À L'INTERNATIONAL :

Sidaction a financé, à hauteur de **2,13 millions** d'euros, **33** associations qui ont conduit **54** projets de prévention et d'aide aux personnes vivant avec le VIH dans **18** pays.

PROGRAMMES ET MISSIONS SOCIALES :

En complément, Sidaction a consacré **7 millions** d'euros au suivi et à la valorisation des projets, à la mise en œuvre d'actions de formation et de renforcement des capacités, ainsi qu'au plaidoyer et aux actions de sensibilisation.

OÙ VA L'ARGENT ?

75 %

des fonds sont
consacrés aux
missions sociales

19 %

financent
les frais
de collecte

6 %

couvrent
les frais
de gestion

COMMENT FAIRE UN DON ?

24

Par téléphone, au **110**, la ligne du don

Destiné à recevoir les promesses de dons, le 110 est accessible gratuitement, à partir de tous les opérateurs.



En ligne sur le site **sidaction.org**

Le don en ligne (paiement 100% sécurisé) est plus rapide.

Le don par SMS au **92110**

Chaque don compte. Vous pouvez faire un don de 10 euros par SMS, en envoyant le mot « DON » au 92110. (coût d'envoi du SMS gratuit ou inclus dans les forfaits SMS)

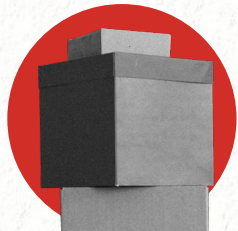
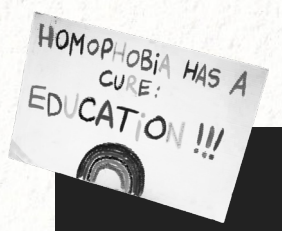


Par courrier

En adressant votre chèque libellé à l'ordre de Sidaction, dans une enveloppe affranchie, à l'adresse suivante : Sidaction – 228 rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris.

En participant à l'une des animations régionales

Près de 300 animations organisées partout en France.



En effectuant un achat solidaire

Sur notre boutique en ligne sidaction.org.

ÉQUIVALENCES DE DONS

CONCRÈTEMENT AVEC UN DON DE...

30 €

(soit 10,20 euros après déduction fiscale), vous offrez un repas quotidien pendant huit jours à une personne séropositive en situation de précarité.

50 €

(soit 17 euros après déduction fiscale), vous offrez à une personne un accompagnement hebdomadaire par un psychologue pendant un mois.

80 €

(soit 27,20 euros après déduction fiscale), vous permettez à un jeune chercheur doctorant de travailler sur le virus pendant une journée.

100 €

(soit 34 euros après déduction fiscale), vous permettez l'accueil d'une personne séropositive qui n'a pas de toit dans un logement d'urgence pendant près d'une semaine.

150 €

(soit 51 euros après déduction fiscale), vous permettez à un médecin ou à un pharmacien de se consacrer à un travail de recherche pendant une journée.

IMPORTANT

66% du montant du don est déductible des impôts. Un don de 50 euros correspond ainsi à une dépense réelle de 17 euros une fois la déduction fiscale réalisée.

* Disponible uniquement en France métropolitaine pour les abonnés Bouygues Telecom, Orange, SFR, Free, BTBD et Legos. Coût du SMS gratuit.

ILS S'ENGAGENT À NOS CÔTÉS

DES PARTENAIRES FIDÈLES ET ENGAGÉS

La mise à disposition de leurs compétences, de leurs services, de leurs espaces, de leur matériel et l'implication bénévole de leurs équipes offrent à Sidaction un professionnalisme reconnu et permettent de réaliser des économies financières substantielles, essentielles au financement de nos actions.

Nous remercions chaleureusement:

Afflouest, JCDecaux, Médiaffiche, Mediatransports, Publimat, SFR et MNSTR.

LES CENTRES DE PROMESSES

Éléments essentiels du dispositif du **110**, les 7 centres d'appel, mis à disposition par nos 7 partenaires partout en France, offrent leurs plateaux téléphoniques et mobilisent leurs équipes pour saisir les promesses de dons pendant les trois jours du weekend du Sidaction.

Merci à:

Amicio, AXA Atout Cœur, CACF, Intelcia, Foundever, Macif et SFR.

UNE VISIBILITÉ RENFORCÉE AVEC MOLOTOV

Cette année, Sidaction bénéficie également du soutien de Molotov, qui offre **une semaine de visibilité** sur sa plateforme de streaming, contribuant ainsi à amplifier la portée de notre message auprès du grand public.

MERCI

Merci à celles et ceux qui œuvrent toute l'année pour faire de cet événement un succès et qui se mobilisent quotidiennement à nos côtés : **les personnes vivant avec le VIH, les bénévoles, les acteurs de la lutte contre le sida et toute l'équipe de Sidaction.**

Merci aux **artistes et personnalités** engagés à nos côtés, parfois depuis de nombreuses années.

Merci également aux **mairies** qui ont accepté d'afficher gracieusement la campagne du Sidaction.

25

CONTACTS MÉDIAS

NOÉMI NAUDI

Responsable médias

06 73 21 63 97

n.naudi@sidaction.org

MARINE CHARLIER

Chargée de communication

06 77 61 41 56

m.charlier@sidaction.org

26

RESSOURCES

www.sidaction.org

SIDACTION

228 rue du Faubourg Saint-Martin

75010 Paris

01 53 26 45 55

SUIVEZ-NOUS



Suivez-nous sur Instagram @Sidaction
Partagez vos contenus avec le hashtag #Sidaction2026



Suivez-nous sur TikTok pour ne rien louper
@Sidaction #Sidaction2026



Likez notre page Facebook : www.facebook.com/Sidaction
et partagez nos actualités



Suivez-nous sur LinkedIn : @Sidaction #Sidaction2026

TEXTE

Romain Loury

CRÉDITS PHOTO

Sebastien Duijndam

Francois Goizé

Valérie Bensoussan

RÉALISATION GRAPHIQUE

Emma Karamyan